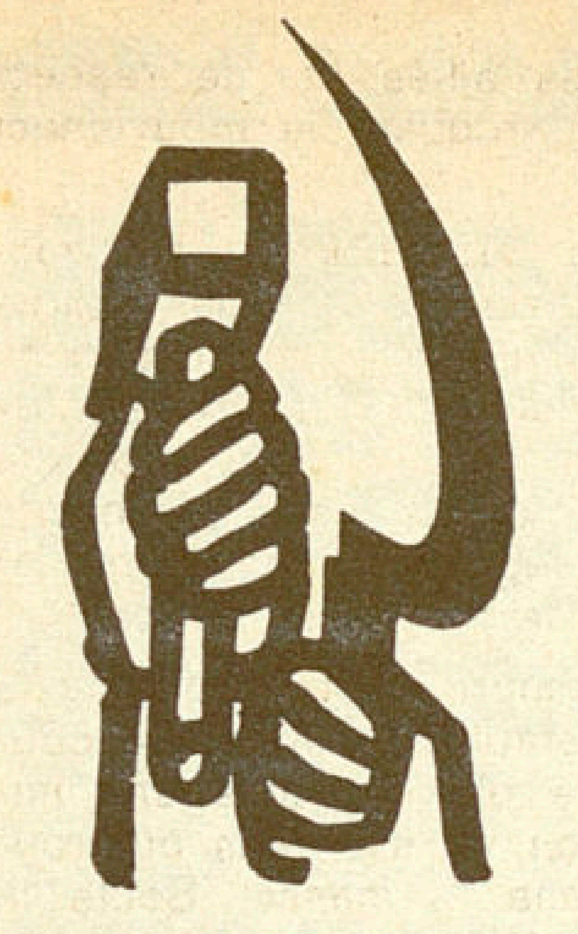


ligue communiste



une élection ne règle rien !

une seule issue : développer les luttes

où sont les forces de mai ?

En mai 68, dix millions de travailleurs étaient en grève. Ils avaient le pouvoir à portée de la main. Ils **étaient** le pouvoir.

Le 24 mai, quand de Gaulle leur tendait le fromage du référendum, ils lui répondirent aussitôt : « Le pouvoir est dans la rue ! » Et il n'y eut pas de référendum...

Les patrons faisaient patte de velours et le dos rond. Les ministres faisaient en douce leurs valises pour quitter le navire. Les travailleurs pouvaient alors exiger beaucoup plus qu'une amélioration fragile de leur sort. Ils pouvaient tout exiger ; ils pouvaient exiger la seule chose qui garantisse réellement leurs conquêtes : l'expropriation de la bourgeoisie et le pouvoir aux travailleurs.

A cette force hier formidable des grévistes de mai, on propose aujourd'hui de choisir entre Pompidou et Poher. De qui se moque-t-on ?

Pourtant, le gaullisme ne survivra pas à de Gaulle. Ses principaux axes sont compromis. La bourgeoisie française menacée par la classe ouvrière réveillée se réfugie en toute hâte dans les jupons de l'impérialisme américain. Avec résignation pour le grand capital, rangé derrière Pompidou. Avec enthousiasme pour une moyenne bourgeoisie prête à marchander un sursis ; elle fait acclamer Poher en le lançant en quelques jours comme une nouvelle marque de lessive. Qui s'enthousiasmerait spontanément pour ce pâle fonctionnaire de la Quatrième République ? A défaut de personnalité, la presse s'efforce de lui donner le visage rassurant de la médiocrité conciliante. Et toute une gauche qui n'était « de gauche » que par antigaullisme et pro-américaine avant d'être de gauche s'y reconnait avec soulagement...

Poher accuse Pompidou de glisser vers le centrisme. Pompidou accuse Poher de lui voler son programme. Quel programme ? D'un côté on parle de « continuité dans l'ouverture » et de l'autre d' «ouverture dans la continuité ». Qui peut s'y retrouver ?

Certainement pas les travailleurs qui attendaient de la chute de De Gaulle l'apparition d'un autre pouvoir : le leur.

Ces élections tournent à la mascarade. Elles sont une humiliation infligée, un an après, aux grévistes de mai. Depuis mai, ils vont de désillusion en désillusion. Après la grève la plus formidable que le pays ait jamais connue, les urnes donnent aux gaullistes une majorité inégalée, puis la victoire des non s'achève par une compétition électorale où les candidats se ressemblent à s'y méprendre.

Mais où sont les forces de mai ? Hier si puissantes, aujourd'hui si désarmées. En changeant de terrain de lutte, elles ont perdu leurs meilleurs atouts : en troquant le drapeau rouge pour le tapis vert électoral, les clameurs de la rue pour le silence feutré des isoloirs, elles ont perdu toute initiative.

qui sont les utopistes ?

Avant mai, les journalistes et les sociologues s'accordaient à dire que la classe ouvrière n'avait plus seulement ses chaînes à perdre, mais aussi ses conquêtes : ses télés, ses frigos, ses voitures, ses congés payés et le crédit...

Certains militants même désespéraient de leur classe et parlaient avec regret de l'amollissement et de l'embourgeoisement de la classe ouvrière.

Pourtant, l'ampleur même de l'explosion de mai ne peut s'expliquer que par une longue accumulation de brimades et d'humiliations : la semaine de travail toujours supérieure à 45 heures ; la difficulté à trouver un emploi qui corresponde à la qualification acquise ; des conditions douteuses de sécurité et de salubrité ; des cadences abrutissantes. Sans compter les conditions de transport éprouvantes, le problème du logement...

Entretenant l'image d'une classe ouvrière soumise et embourgeoisée, le P.C.F. lui a tracé une stratégie de prise de pouvoir à la mesure de cette image : légale et parlementaire. Il préfère la motion de censure aux occupations d'usines.

Pour abattre le pouvoir personnel, cette stratégie avait une arme redoutable : le programme commun. Que s'est-il passé ? De Gaulle, en effet, est tombé mais précisément parce qu'il n'y avait pas de programme commun ! La bourgeoisie a pu tranquillement empocher les voix ouvrières pour se débarasser du vieillard devenu inefficace et encombrant.

Selon cette même stratégie des voies pacifiques vers le

socialisme, la gauche unie devait succéder à de Gaulle. Pourtant le départ de De Gaulle disperse cette gauche aux quatre vents. Mais a-t-elle jamais existé ailleurs que sur les gradins de l'hémicycle parlementaire, autrement que pour quelques marchandages électoraux ? Toutes les luttes réelles l'ont trouvée divisée : Jules Moch, quand il envoyait ses C.R.S. contre les mineurs, était-il plus à gauche que Marcellin ? Et Guy Mollet quand il envoyait ses parachutistes à Suez et votait les crédits de guerre pour l'Algérie ? Et Mitterand quand il était ministre de l'Intérieur ?

En particulier le P.C.F. pour avoir seulement aboyé après le pouvoir personnel, au point d'oublier que derrière il y a le capitalisme, de Gaulle parti, le P.C.F. est tout à fait désemparé parce que l'Etat fort survit au Bonaparte.

Qui sont les utopistes ? Ceux qui affirment que la majorité se conquiert dans la lutte, qu'il faut faire la preuve de sa volonté et de sa détermination pour convaincre ses alliés et leur apparaître comme un candidat sérieux au pouvoir ? Ou ceux qui veulent d'abord rassurer ces alliés par le respect de l'ordre et de la loi bourgeoise, en troquant le mouvement de mai pour le verdict des urnes.

Aujourd'hui la grande bourgeoisie monopoliste ne gouverne plus par le parlement. Elle a besoin de décisions claires et rapides. La bourgeoisie qui a les meilleures chances dans la grande compétition capitaliste est celle qui mesure le plus consciencieusement la classe ouvrière. Dès qu'une majorité de gauche l'emporte ou se renforce, la bourgeoisie n'hésite pas à sauter par-dessus sa propre légalité pour intervenir. Ainsi fut réglé avec l'appui de l'OTAN, le sort de la Grèce.

Le Parlement est au rancart. La bourgeoisie gouverne à coups de commissions spéciales, instaurées dans les coulisses de l'Etat. L'électoralisme est de plus en plus une impasse : dans le chaudron des urnes on ne sait plus où trouver les voix ouvrières dispersées dans la masse. Seule la lutte sur son terrain, celui des usines et de la rue, lui permet de se compter et de mesurer sa force.

quel pouvoir nous voulons

Les présidentielles ne règleront rien. Elles donneront à de Gaulle un successeur, rassurant tous ceux qui le croyaient irremplaçable. Elles ne résoudront pas pour autant les problèmes qui sont à l'origine de Mai. Aujourd'hui, c'est la trève électorale. Pour ménager les électeurs, personne n'ose prendre de mesures trop impopulaires. Mais sitôt la formalité remplie, la bourgeoisie mettra les bouchées doubles. Elle devra rattraper un retard dont elle rend responsable une classe ouvrière combative.

La dévaluation, la déflation, le blocage des salaires, l'austérité seront à l'ordre du jour dès le lendemain du 15 juin. Ceux qui ont cru à la victoire du Non, n'en seront que plus amers. Nous devons comprendre à travers Mai que le pouvoir que nous voulons n'est pas un replâtrage électoral, un nouveau dosage d'alliances à l'Assemblée, une redistribution des portefeuilles ministériels. Le pouvoir que nous voulons ne se délègue pas à un quelconque parti ou à un quelconque président. Il est ce pouvoir des travailleurs, né des usines et de la rue, que nous avons entrevu en mai.

Dans les usines vides de leurs patrons, les travailleurs se sont organisés. Souvent des comités de grève ont été élus, la vie de l'entreprise remodelée d'une manière différente.

Pour la première fois les travailleurs pénétraient dans leur usine comme dans un lieu qui leur appartenait. Loin du pointage quotidien, de l'abrutissement du travail, de l'étouffement des transports, ils prenaient en main leur propre sort.

Aujourd'hui le gouvernement parle de la grève comme d'une action de sabotage concertée ; pourtant en mai, la sympathie de la population allait aux travailleurs en lutte.

Toutes les couches de la société ont été ébranlées par la secousse de mai : les footballeurs ont occupé le siège de leur fédération, les médecins de même assiégèrent le très réactionnaire Conseil de l'Ordre ; d'autres dans les grands magasins, les hôtels, les restaurants, firent de même.

Alors qui était donc isolé ? Les dix millions de travailleurs appuyés par l'écrasante majorité de la population ? ou bien la bourgeoisie paniquée par le mouvement qui la poussait dehors ?

Mai 68 ne fut pas simplement une grève massive et des manifestations nombreuses. Ce fut surtout la tentative de dresser face à l'Etat bourgeois chancelant, les premiers piliers d'un pouvoir des travailleurs.

La remise en marche au compte des travailleurs de certaines entreprises, l'organisation du transport avec le matériel disponible dans l'industrie automobile, l'aménagement du ravitaillement en coopération directe avec les paysans et les coopératives fermières, les commerçants, au tarif de gros en supprimant ainsi les intermédiaires montre quelles étaient les possibilités réelles de ce mouvement.

La bourgeoisie répète à longueur de temps et de papier : il faut des spécialistes, des chefs. Des spécialistes pour acheter les œufs, les poulets directement dans les campagnes ? Des spécialistes pour faire circuler les autobus ?

Nous pourrions encore ajouter que bien de ces spécialistes, ingénieurs, techniciens, se trouvaient en mai du côté des travailleurs, les aidant parfois très concrètement. Ils y trouvaient aussi la première voie pour la libération des tâches étroites auxquelles ils sont contraints : contrôler un secteur particulièrement restreint de la fabrication sans surtout connaître ce qui vient avant et après.

Là aussi seuls les travailleurs peuvent assurer une organisation du travail qui corresponde aux capacités de chacun et non aux besoins du patronat et de l'Etat.

Si ces expériences avaient été consciemment généralisées, au lieu d'être freinées, elles auraient pu aboutir très vite à une coordination nationale des travailleurs en lutte, de leurs comités de grève, d'usine, d'action.

La propagation de ces formes de pouvoir aurait construit face à la bourgeoisie une force puissante capable, y compris, de faire la preuve qu'elle savait remettre l'économie en marche pour son propre compte.

Le pouvoir était vaquant. De Gaulle et ses ministres l'ont eux-mêmes reconnu après mai. La place était à prendre, les travailleurs l'auraient prise si la voie leur avait été tracée.

Toutes les imprécations, les intimidations, les discours de De Gaulle se seraient heurtés à ce mur : sans nous vous ne pouvez rien, et comptez sur nous pour ne rien faire pour vous.

Le bluff gaulliste aurait fait autant d'effet qu'un caillou dans un lac.

Aujourd'hui cette expérience de mai n'est pas un simple souvenir ; elle inspire les travailleurs dans leur lutte quotidienne ; elle stimule leur initiative.

Ainsi un nombre restreint de travailleurs paralysent toute une usine par des grèves-bouchons qui perturbent l'ensemble des chaines. Par l'occupation ils résistent aux fermetures d'usines ou aux licenciements. Ils ralentissent de fait les cadences sans chercher à négocier avec le patron, en le plaçant devant le fait accompli, niant ainsi sa légalité et son autorité.

Dans cette voie réside la seule solution : **développer les luttes de classe.**

une seule issue : développer les luttes de classe !

Les travailleurs aspirent à des changements réels, non à l'illusion du changement. Ils savent que pour transformer leur condition, il leur faut s'emparer du pouvoir politique. Il ne s'agit pas simplement de substituer une équipe gouvernementale bourgeoise à une autre. Il s'agit de se débarasser du pouvoir de la bourgeoisie. Cet objectif ne sera jamais atteint par les voies électorales et parlementaires. Dans toute consultation électorale, les dés sont pipés. Ce sont les gouvernants qui réglementent les élections. Le découpage des circonscriptions, le mode de scrutin, la radio, la télévision, les journaux sont utilisés au mieux de leurs intérêts. Les véritables batailles ne se livrent pas dans l'isoloir mais sur les lieux de travail. Les véritables victoires se remportent dans les usines et dans la rue. Le pouvoir que nous voulons, le pouvoir des travailleurs, ne surgira pas des urnes mais de l'essor des luttes de masse. Il repose sur les organes de lutte que se donnent les travailleurs : les conseils ouvriers d'entreprises et de localités contrôlant la production avant d'exproprier le patronat et de gérer directement l'économie planifiée.

Un tel pouvoir est apparu en mai 68, à la faveur des occupations d'usines. Il représente la base d'une authentique démocratie ouvrière, radicalement différente des sinistres carricatures du socialisme que donnent l'U.R.S.S. et les démocraties populaires. C'est pour un tel pouvoir que nous combattons. C'est vers cet objectif que doivent tendre les luttes.

le socialisme pour lequel nous combattons

Les révolutionnaires vietnamiens du F.N.L. ont forcé l'admiration des travailleurs du monde entier en luttant les armes à la main contre l'impérialisme américain. Ils ont montré la voie à tous les peuples du monde en lutte pour leur émancipation nationale et sociale.

L'exemple de Che Guevara a inspiré et fortifié les révolutionnaires d'Amérique Latine et c'est le symbole de la révolution cubaine, de Cuba socialiste qui anime encore les combats des guérillas d'Amérique Latine.

La résistance des masses palestiniennes à la domination de leur pays suscite aujourd'hui la solidarité accrue dans le monde.

La lutte des travailleurs de Tchécoslovaquie contre la bureaucratie stalinienne d'U.R.S.S. et l'abdication de leur propre bureaucratie a montré que le socialisme ne pouvait prendre le visage des tanks et des soldats des régiments d'invasion.

Le socialisme pour lequel les travailleurs de France se sont soulevés en Mai 68 ne peut être un socialisme « national » étriqué.

L'année 68 a montré que ce soubresaut n'était pas uniquement français, mais bien international.

L'Allemagne, le Brésil, le Mexique, l'Uruguay, le Liban, l'Egypte, la Yougoslavie, l'Espagne, l'Italie, le Pakistan, ont connu des crises d'une ampleur moindre, mais analogues à celle de la France.

Cette année, d'autres pays sur la scène internationale ont vu poindre la révolution.

Nulle part la bourgeoisie n'est assurée de son pouvoir. Partout elle est déjà minée par les premières annonces de la révolution.

travailleurs, étudiants !

Le socialisme que nous voulons sera international, construit par les travailleurs du monde entier, mettant fin à la concurrence de leurs bourgeoisies hypocrites.

Face à la bourgeoisie française, qui resserre les rangs derrière les U.S.A., qui prodigue ses sourires — qu'elle s'appelle Poher ou Pompidou — à l'impérialisme américain de Nixon, renforçons la solidarité avec nos frères de lutte qui l'abattront un jour : les maquisards du Vietnam, les guérilleros d'Amérique Latine, les combattants palestiniens les révolutionnaires noirs des ghettos nord-américains, les travailleurs avancés des U.S.A.

Le socialisme que nous voulons n'a rien à voir avec un changement d'équipe ministérielle ou de président, quand bien même le président ou les ministres seraient « socialistes ».

Le pouvoir des travailleurs n'est pas le pouvoir d'un parti sur les travailleurs, mais l'exercice du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes organisés dans leurs conseils, leurs comités d'usine, leurs comités de quartiers.

Ce pouvoir, aucun bulletin de vote de l'obtiendra jamais.

Les travailleurs l'arracheront dans la lutte qu'ils organiseront eux-mêmes aujourd'hui pour la reprise de ce que la bourgeoisie leur a repris après Mai, demain pour la conquête du pouvoir.

Les élections ne règleront rien. Que ce soit Pompidou, Poher ou Defferre qui gagne, rien ne changera si nous ne le faisons changer.

De Gaulle est tombé, reprenons l'offensive !

1° Exigeons dès maintenant le rétablissement des conquêtes de Mai, l'abrogation des mesures patronales et gouvernementales consécutives aux élections de juin !

— Réajustement immédiat des salaires grignotés par une montée constante des prix.
— Réintégration immédiate des militants et des ouvriers licenciés et du personnel de l'O.R.T.F.
— Rétablissement des bourses et des sursis des étudiants.
— Levée de la dissolution des groupes d'avant-garde.
— Retour des étrangers expulsés.

2° Reprenons l'intégralité des revendications de Mai :

— Retour immédiat aux 40 heures.
— Echelle mobile des salaires et des heures de travail.
— Abrogation des ordonnances.

3° Opposons l'organisation des travailleurs en lutte aux mesures économiques et politiques de la bourgeoisie.

— Droit de veto sur les cadences, les licenciements, les fermetures d'usines.
— Création de comités d'action et de comités de lutte pour exercer ce droit de veto.

4° Organisons l'autodéfense et la vigilance.

— Contre l'agression des C.D.R., des S.A.C. et autres commandos réactionnaires, créons dans les lycées, les facultés et les quartiers des Comités d'Action et de vigilance antifascistes.
— Pour prévenir toute velléité putschiste de la réaction, exigeons le droit à l'organisation politique et syndicale des soldats du contingent.
— Exigeons la dissolution des C.R.S. et des Gardes mobiles, agents de la répression de Mai.

5° De Gaulle s'en va, finissons-en avec la législation gaulliste.

— Abrogation de la constitution de 1958.
— De Gaulle s'en va, son personnel reste, à la porte tout de suite l'Assemblée gaulliste élue en juin.

6° N'attendons pas de satisfactions hypothétiques consenties par la bourgeoisie. **Reprenons dès maintenant le combat** sur notre terrain, dans les quartiers, les usines et les universités. Développons la mobilisation populaire. Que l'Etat gaulliste parte avec de Gaulle : exigeons non pas la réélection d'une Chambre mais la réunion d'une **Assemblée Constituante pour le pouvoir des travailleurs !**

travailleurs, étudiants !

Pour briser le jeu des ententes et des pourparlers parlementaires, la Ligue Communiste (Section française de la IVe Internationale) a présenté son candidat : Alain Krivine.

En vous appelant à voter pour lui, en plaçant sa campagne sous le signe de la Révolution socialiste mondiale et du pouvoir des travailleurs — quand chacun termine ses discours par des « Vive la République » et « Vive la France » à ne plus savoir qui parle — la Ligue Communiste sait qu'elle ne brigue ni un siège ni des voix, mais qu'elle milite pour la seule perspective possible, pour les luttes que les travailleurs de ce pays ont déclenchées en Mai 1968, et qu'ils reprendront après ces élections.

Partout dans ses meetings, ses interventions, à la radio et à la télévision, elle défendra ce point de vue que la mobilisation massive des travailleurs fera seule reculer la bourgeoisie, l'abattra, supprimant tous ses présidents.

Vive le pouvoir des travailleurs !

Vive la révolution socialiste mondiale !

Alain KRIVINE.

Vu le Candidat,

Alain KRIVINE.

S.A.I.E. MORIAMÉ 61 FG POISSONNIÈRE PARIS